

Les crédits

Encore l'autre jour, mes enfants m'ont apporté une formule que je devais remplir et envoyer au gouvernement, afin de préciser que nous étions contre la taxe qui s'appliquera sur les leçons de patin de mes enfants. Ma petite fille voulait savoir si cela signifiait qu'elle devrait payer davantage dorénavant? Je me demande simplement comment le député va expliquer aux générations futures qu'elles vont devoir payer davantage pour leurs leçons de musique, de patin et tout le reste. Une fois de plus, nous faisons volte-face et imposons l'éducation.

Le premier ministre intervient dans cette enceinte et affirme que son gouvernement a créé 1,4 million d'emploi après l'entrée en vigueur de la législation sur le libre-échange. Or, il s'agit d'emplois fort mal rémunérés chez McDonald ou ailleurs.

Je voudrais donc demander ceci au ministre: Quand le gouvernement va-t-il enfin ouvrir les yeux et prêter l'oreille, afin de comprendre ce que les Canadiens souhaitent au lieu de discourir sans cesse sur la nécessité de réduire le déficit? Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, le déficit a doublé. D'ici à ce que les Canadiens vous jettent dehors, vous l'aurez probablement quadruplé. Le gouvernement devrait constater, enfin, les torts qu'il cause au Canada; il le place dans une situation catastrophique.

M. Loiselle: Monsieur le Président, que le député sache que depuis que nous sommes au pouvoir, le déficit n'a pas doublé. Il a été réduit d'environ 10 milliards de dollars, il semble ignorer ce fait important.

Ensuite, en écoutant le député décrire notre réforme fiscale je ne m'étonne plus que les Canadiens aient certaines hésitations. Mais nous leur expliquerons que le changement est nécessaire, qu'il modernise notre système et qu'il le rend plus juste.

J'ai entendu tout à l'heure un autre député affirmer que le ministre des Finances avait admis que la TPS était régressive—il n'en est rien. Ce qu'il a dit, c'est que la taxe de vente pouvait être régressive et que nous avons pris les mesures pour empêcher cela.

Nous nous occupons du déficit. Nous prenons les mesures qui s'imposent pour garantir au gouvernement les recettes dont il a besoin pour fournir aux Canadiens les programmes qu'ils veulent. Je peux garantir au député que nous continuerons dans cette voie.

Notre décision de procéder à une réforme fiscale, il doit l'admettre, n'a pas été prise parce que nous voulons soigner notre image. Nous avons pris cette décision parce que c'est la meilleure voie pour le Canada. Nous éliminons une taxe qui a dévasté notre économie. Nous adoptons à la place un modèle qui a fait ses preuves dans de nombreux États modernes. Par conséquent, je ne suis pas du tout d'accord avec la conclusion du député.

Quant à l'environnement, je crois qu'il est menacé au même titre que tous les programmes sociaux, mais non pas en raison des décisions prises par un gouvernement ou un autre, mais en raison de l'état des finances du Canada, problème que nous devons nous attacher à régler.

Nous avons hérité d'un déficit très élevé. Nous avons travaillé fort pour le réduire. Cela ne va pas sans difficultés, mais nous entendons bien persévérer parce que c'est le meilleur moyen d'arriver à notre objectif et de régler les problèmes environnementaux que nous connaissons.

M. Fulton: Monsieur le Président, la question que j'adresse au ministre d'État chargé des Finances concerne sa conclusion selon laquelle il faudra apporter d'autres modifications à notre régime fiscal avant de songer sérieusement à mettre en oeuvre un système favorisant l'équilibre écologique ou une fiscalité verte.

Je voudrais que le ministre réponde à certaines de mes objections fort simples. Comment peut-il expliquer qu'en vertu de la TPS on puisse taxer les bicyclettes au même taux que les véhicules automobiles, le papier vierge au même taux que le papier recyclé, et une industrie non polluante qui fabrique un produit donné au même taux qu'une industrie similaire qui pollue?

• (1220)

Les problèmes d'ordre écologique auxquels le Canada est confronté sont vastes et de plus en plus graves dans tout le pays, qu'il s'agisse des déchets toxiques et dangereux ou du déplacement des matières persistantes qui s'accumulent dans l'organisme des espèces vivantes dans le réseau des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Toutes les pêcheries du monde sont en déclin et cela vaut également pour le Canada. Il faudrait examiner le degré d'érosion du sol et ainsi de suite. N'importe quel économiste vous expliquera qu'il existe un lien direct entre le régime fiscal en vigueur, la vitesse du déclin écologique et la quantité de déchets produits par notre société.